

ministres des Affaires étrangères sur les drogues dans les Amériques. L'idée a été bien accueillie par d'autres intéressés, notamment le gouvernement du Mexique. Nous avons grandement apprécié le rôle de chef de file que le Mexique a assumé en proposant la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU l'été dernier et nous attendons avec intérêt la contribution du Mexique à cette initiative.

Nous discutons des options pour la tenue d'une première réunion en marge de l'Assemblée générale de l'OEA au Guatemala. À cette fin, je distribue à mes collègues un document de réflexion suggérant cinq sujets de discussion :

1. **Gestion publique** : Les institutions démocratiques fragiles et l'absence de pleines garanties des droits humains risquent de compromettre les efforts de lutte contre les stupéfiants. Les ministres des Affaires étrangères pourraient explorer des options quant aux moyens de renforcer la capacité des appareils policiers et judiciaires d'appliquer les lois tout en garantissant la justice et les droits humains. Ils pourraient aussi discuter des moyens d'accentuer les efforts visant à minimiser la corruption et à réduire l'influence politique des organisations criminelles liées à la drogue.
2. **Armes légères et armes à feu** : La prolifération illicite des armes légères et des armes à feu grossit l'arsenal des trafiquants de stupéfiants, fait échec à l'application de la loi et compromet la sécurité publique. Les ministres pourraient collaborer pour promouvoir la ratification d'une convention interaméricaine sur les armes à feu, la mise au point d'instruments mondiaux complémentaires et le renforcement des institutions nationales chargées de faire respecter ces normes.
3. **Développement et commerce** : La difficulté de poursuivre des occupations légales en remplacement de la culture des plantes narcotiques, et la difficulté de trouver des marchés pour les produits de ces occupations légales, compliquent les efforts de réduction de l'offre. Le groupe de dialogue pourrait explorer les moyens de coopérer pour rallier de plus grands appuis en faveur du développement alternatif et pour améliorer l'accès aux marchés des produits des cultures légales de remplacement.
4. **Éducation et santé** : De nombreux programmes prometteurs sont en cours pour éduquer les jeunes et les autres groupes à risque au sujet de l'abus des drogues en leur faisant connaître les solutions de rechange et pour traiter ceux qui abusent effectivement de ces substances. Les ministres des Affaires étrangères pourraient discuter des moyens d'accentuer la coopération internationale dans ce domaine et promouvoir la recherche sur l'efficacité des programmes de réduction de la demande dans différents contextes nationaux.
5. **Participation du public** : De récents accords internationaux, dont le Plan d'action de Santiago et plusieurs documents adoptés à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le problème mondial des drogues, prévoient une plus grande collaboration avec les organismes de la société civile qui sont actifs dans le domaine des drogues ou s'occupent d'autres questions plus larges de sécurité humaine. Nous croyons que les ministres des Affaires étrangères pourraient faire plus pour encourager des initiatives du public et pour faire participer des segments du public à un dialogue sur les options politiques dans ce domaine.

Ce ne sont pas les seules questions relatives aux drogues qui font problème dans l'hémisphère. Mais ce sont des domaines où nous croyons que les ministres des Affaires étrangères pourraient apporter une contribution notable. Ils devraient donc aider à assurer la cohérence des efforts existants, renforcer les initiatives prometteuses qui méritent d'être appuyées plus vigoureusement et, particulièrement, encourager l'innovation en faisant participer nos citoyens à la recherche de solutions.

Chacune de ces questions est complexe. Leur examen exige une préparation soignée et la consultation de divers intéressés. Dans cet esprit, nous avons demandé à un consortium de centres de recherche indépendants d'organiser une conférence au début du printemps afin de recueillir des idées en vue du Dialogue de juin des ministres des Affaires étrangères. Nous comptons sur la participation des experts mexicains à cette conférence. Et nous sommes persuadés que le Canada et le Mexique peuvent collaborer pour que le Dialogue apporte une contribution productive à la construction de la sécurité humaine dans l'hémisphère.